

Journal officiel

de l'Union européenne

C 2



Édition
de langue française

Communications et informations

53^e année
6 janvier 2010

Numéro d'information

Sommaire

Page

II *Communications*

COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

Commission européenne

2010/C 2/01

Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection 1

IV *Informations*

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

Commission européenne

2010/C 2/02

Taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement: 1,00 % au 1^{er} janvier 2010 — Taux de change de l'euro 2

2010/C 2/03

Avis du comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes émis lors de sa réunion du 28 septembre 2009 concernant un projet de décision dans l'affaire COMP/39.416 — Classification des navires — Rapporteur: Slovaquie 3

FR

Prix:
3 EUR

(suite au verso)

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire (<i>suite</i>)	Page
2010/C 2/04	Rapport final du conseiller-auditeur Affaire COMP/39.416 — Classification des navires	4
2010/C 2/05	Résumé de la décision de la Commission du 14 octobre 2009 relative à une procédure d'application de l'article 81 du traité CE et de l'article 53 de l'accord EEE (Affaire COMP/39.416 — Classification des navires) [notifiée sous le numéro C(2009) 7796 final] ⁽¹⁾	5

INFORMATIONS PROVENANT DES ÉTATS MEMBRES

2010/C 2/06	Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 1857/2006 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'État accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le règlement (CE) n° 70/2001	7
2010/C 2/07	Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie) ⁽¹⁾	8

V Avis

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

Commission européenne

2010/C 2/08	Aide d'État — Allemagne — Aide d'État C 32/09 (ex NN 50/09) Sparkasse KölnBonn — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE ⁽¹⁾	13
-------------	--	----



⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

II

(Communications)

COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

COMMISSION EUROPÉENNE

Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE**Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection**

(2010/C 2/01)

Date d'adoption de la décision	20.11.2009
Numéro de référence de l'aide d'État	N 322/09
État membre	Espagne
Région	Andalusia
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Subvenciones para la creación de nuevas estructuras de comercialización
Base juridique	Proyecto de Orden de _____, por la que se establecen las bases reguladoras para el fomento de la cooperación entre empresas de transformación y comercialización de productos agrícolas mediante la concesión de subvenciones para la creación de nuevas estructuras de comercialización y se efectua su convocatoria para 2009
Type de la mesure	Régime d'aide
Objectif	Investissement dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles
Forme de l'aide	Subvention directe
Budget	20 millions EUR
Intensité	L'intensité de l'aide est de 30 % pour les grandes sociétés. Dans le cas d'une aide accordée aux petites et moyennes entreprises, l'intensité de l'aide est augmentée respectivement de 20 % et de 10 %.
Durée	Jusqu'au 31.12.2013 à compter de l'approbation par la Commission
Secteurs économiques	Secteur agricole
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Junta de Andalucía Plaza de la Contratación, 3 41004 Sevilla ESPAÑA
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/state_aids_texts_fr.htm

IV

(Informations)

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET
ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

COMMISSION EUROPÉENNE

Taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de
refinancement ⁽¹⁾:1,00 % au 1^{er} janvier 2010Taux de change de l'euro ⁽²⁾

5 janvier 2010

(2010/C 2/02)

1 euro =

Monnaie	Taux de change	Monnaie	Taux de change		
USD	dollar des États-Unis	1,4442	AUD	dollar australien	1,5769
JPY	yen japonais	132,54	CAD	dollar canadien	1,4952
DKK	couronne danoise	7,4415	HKD	dollar de Hong Kong	11,2017
GBP	livre sterling	0,90045	NZD	dollar néo-zélandais	1,9608
SEK	couronne suédoise	10,2120	SGD	dollar de Singapour	2,0142
CHF	franc suisse	1,4856	KRW	won sud-coréen	1 645,74
ISK	couronne islandaise		ZAR	rand sud-africain	10,5069
NOK	couronne norvégienne	8,2120	CNY	yuan ren-min-bi chinois	9,8598
BGN	lev bulgare	1,9558	HRK	kuna croate	7,2930
CZK	couronne tchèque	26,231	IDR	rupiah indonésien	13 485,10
EEK	couronne estonienne	15,6466	MYR	ringgit malais	4,8922
HUF	forint hongrois	269,00	PHP	peso philippin	66,311
LTL	litas lituanien	3,4528	RUB	rouble russe	43,1000
LVL	lats letton	0,7094	THB	baht thaïlandais	47,862
PLN	zloty polonais	4,0920	BRL	real brésilien	2,4817
RON	leu roumain	4,1930	MXN	peso mexicain	18,4833
TRY	lire turque	2,1284	INR	roupie indienne	66,7870

⁽¹⁾ Taux appliqué lors de la dernière opération effectuée avant le jour indiqué. Dans le cas d'un appel d'offres à taux variable, le taux d'intérêt est le taux marginal.

⁽²⁾ Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

Avis du comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes émis lors de sa réunion du 28 septembre 2009 concernant un projet de décision dans l'affaire COMP/39.416 — Classification des navires

Rapporteur: Slovaquie

(2010/C 2/03)

1. Le comité consultatif partage les craintes de la Commission concernant la compatibilité des décisions de l'IACS avec l'article 81 du traité CE et l'article 53 de l'accord EEE, exprimées dans le projet de décision qui lui a été transmis le 11 septembre 2009.
 2. Le comité consultatif convient avec la Commission que les engagements proposés par l'IACS sont appropriés, nécessaires et proportionnés pour répondre aux craintes exprimées par la Commission dans son projet de décision.
 3. Le comité consultatif considère, à l'instar de la Commission, qu'il peut être mis un terme à la procédure par voie de décision arrêtée conformément à l'article 9, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil.
 4. Le comité consultatif s'accorde avec la Commission pour considérer qu'à la lumière des engagements proposés par l'IACS, il n'y a plus lieu que la Commission agisse, sans préjudice des dispositions de l'article 9, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil.
 5. Le comité consultatif recommande la publication de son avis au *Journal officiel de l'Union européenne*.
-

Rapport final du conseiller-auditeur (*) Affaire COMP/39.416 — Classification des navires

Le projet de décision présenté à la Commission sur la base de l'article 9, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1/2003 ⁽¹⁾ vise certaines règles et pratiques de l'Association internationale des sociétés de classification et d'International Association of Classification Societies Limited (ci-après conjointement dénommées «IACS»). Les modalités de fonctionnement suivantes posent des problèmes de compatibilité avec l'article 81 du traité CE et l'article 53 de l'accord EEE: i) les critères et procédures régissant l'adhésion à l'IACS et la suspension ou le retrait de la qualité de membre, ainsi que la manière dont ces critères et procédures sont appliqués et ii) l'élaboration des résolutions de l'IACS et des informations techniques de base y afférentes et leur accessibilité pour les sociétés de classification non membres de l'IACS.

Le 12 mai 2009, la Commission a ouvert une procédure en vue d'adopter une décision en vertu du chapitre III et a adopté une évaluation préliminaire au sens de l'article 9, paragraphe 1. L'IACS a répondu à cette évaluation préliminaire et a présenté des engagements le 28 mai 2009. Le 10 juin 2009, la Commission a publié au *Journal officiel de l'Union européenne*, conformément à l'article 27, paragraphe 4, une communication résumant l'affaire et les engagements et invitant les tiers intéressés à présenter leurs observations dans un délai d'un mois. Globalement, les observations reçues en réponse à cette invitation ont confirmé que les engagements étaient appropriés et nécessaires pour répondre aux préoccupations exprimées dans l'évaluation préliminaire.

La Commission est maintenant parvenue à la conclusion que, compte tenu des engagements proposés par l'IACS et sans préjudice de l'article 9, paragraphe 2, il convient de clore la procédure engagée.

Le 25 août 2009, l'IACS a présenté une déclaration attestant que la Commission lui avait fourni suffisamment d'informations pour proposer des engagements de nature à répondre aux préoccupations relatives à la concurrence exprimées par cette dernière dans son évaluation préliminaire.

Compte tenu de ce qui précède, je considère que le droit des parties d'être entendues a été respecté dans la présente affaire.

Bruxelles, le 29 septembre 2009.

Michael ALBERS

(*) Conformément aux articles 15 et 16 de la décision 2001/462/CE, CECA de la Commission du 23 mai 2001 relative au mandat des conseillers-auditeurs dans certaines procédures de concurrence (JO L 162 du 19.6.2001, p. 21).

(1) Tous les articles et chapitres visés ci-après sont issus du règlement (CE) n° 1/2003.

Résumé de la décision de la Commission**du 14 octobre 2009****relative à une procédure d'application de l'article 81 du traité CE et de l'article 53 de l'accord EEE****(Affaire COMP/39.416 — Classification des navires)***[notifiée sous le numéro C(2009) 7796 final]***(Le texte en langue anglaise est le seul faisant foi.)****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2010/C 2/05)

Le 14 octobre 2009, la Commission a adopté une décision relative à une procédure d'application de l'article 81 du traité CE et de l'article 53 de l'accord EEE. Conformément aux dispositions de l'article 30 du règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil⁽¹⁾, la Commission publie ci-après la décision, en tenant compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués. Une version non confidentielle de la décision dans son intégralité est disponible sur le site Internet de la Direction générale de la concurrence, à l'adresse suivante:

http://ec.europa.eu/competition/antitrust/cases/index/by_nr_78.html#i39_416

1. Cette décision en application de l'article 9, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1/2003 est adressée à l'Association internationale des sociétés de classification et à International Association of Classification Societies Limited (ci-après conjointement dénommées «l'IACS»). Elle rend contraignants pour l'IACS les engagements que celle-ci a proposés pour clore l'affaire.
 - discriminaire. Les engagements prévoient des règles détaillées, notamment des délais précis, applicables aux différentes étapes des procédures d'adhésion, de suspension et de retrait de la qualité de membre,
 - permettre aux sociétés de classification non membres de participer aux groupes de travail techniques de l'IACS,
2. La procédure porte sur le traitement réservé par l'IACS aux sociétés de classification tierces, qui ne sont pas membres de l'IACS. Dans son évaluation préliminaire, la Commission a estimé que la concurrence était susceptible d'être restreinte sur le marché en cause des services de classification des navires en raison des décisions de l'IACS relatives i) aux critères et procédures régissant l'adhésion à l'IACS et la suspension ou le retrait de la qualité de membre, ainsi qu'à la manière dont ces critères et procédures étaient appliqués et ii) à l'élaboration et à l'accessibilité des résolutions de l'IACS et des informations techniques de base y afférentes pour les sociétés de classification non membres de l'IACS. Ayant constaté que les dix membres de l'IACS occupaient une position de force sur le marché et que les sociétés de classification non membres de l'IACS risquaient de se trouver confrontées à des désavantages concurrentiels importants, la Commission a conclu, dans son évaluation préliminaire, que ces décisions soulevaient des doutes quant à leur compatibilité avec l'article 81, paragraphe 1, du traité CE et avec l'article 53, paragraphe 1, de l'accord EEE. De plus, elle était d'avis que ces décisions ne semblaient pas remplir les critères d'exemption cumulatifs énoncés à l'article 81, paragraphe 3, du traité CE et à l'article 53, paragraphe 3, de l'accord EEE.
 - rendre publics, en même temps et de la même manière que pour ses membres, toutes les versions actuelles et futures de ses résolutions, ainsi que les documents techniques de base y afférents,
 - mettre en place une chambre de recours indépendante chargée de régler les litiges éventuels portant sur l'adhésion à l'IACS, la suspension ou le retrait de la qualité de membre, la participation aux groupes de travail techniques et l'accès aux résolutions de l'IACS et aux documents techniques de base y afférents.
3. Pour résoudre les problèmes de concurrence relevés par la Commission, l'IACS a proposé les engagements suivants:
 - adopter des critères d'adhésion objectifs et transparents et les appliquer uniformément et de manière non
4. La Commission considère que les engagements proposés par l'IACS à la suite de l'évaluation préliminaire sont suffisants et nécessaires pour résoudre les problèmes de concurrence relevés à ce stade. Ce point de vue est également confirmé par les observations reçues à la suite de la publication de la communication conformément à l'article 27, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1/2003.
5. En ce qui concerne les critères d'adhésion à l'IACS proposés, les engagements ménagent un équilibre approprié entre, d'une part, le maintien de critères exigeants et, d'autre part, l'élimination des obstacles inutiles. Les nouveaux critères garantiront que seules des sociétés de classification techniquement compétentes pourront adhérer à l'IACS, empêchant ainsi que des critères de participation à l'IACS trop laxistes ne portent indûment atteinte à l'efficacité et à la

⁽¹⁾ JO L 1 du 4.1.2003, p. 1.

qualité des travaux de l'IACS. Simultanément, les nouveaux critères n'empêcheront pas les sociétés de classification techniquement compétentes et disposées à le faire d'adhérer à l'IACS.

6. De même, le nouveau système de l'IACS autorisant les sociétés de classification non membres à participer au processus d'élaboration de ses normes techniques, qui se déroule dans le cadre de groupes de travail techniques, permettra, d'une part, de donner à ces sociétés la possibilité de contribuer à la conception des résolutions techniques de l'IACS et, d'autre part, de garantir le bon fonctionnement

des groupes de travail techniques de l'IACS. Par ailleurs, les engagements garantiront aussi le plein accès des sociétés de classification non membres de l'IACS aux résultats du processus d'élaboration des normes techniques de l'IACS.

7. La décision conclut qu'au vu des engagements proposés, il n'y a plus lieu que la Commission agisse. La décision sera contraignante jusqu'en octobre 2014.

8. Le comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes a émis un avis favorable le 28 septembre 2009.

INFORMATIONS PROVENANT DES ÉTATS MEMBRES

Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 1857/2006 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'État accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le règlement (CE) n° 70/2001

(2010/C 2/06)

Aide n°: XA 194/09

État membre: Italie

Région: Provincia Autonoma di Trento

Intitulé du régime d'aide ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle: Agevolazioni per razionalizzare l'impiego di beni e attrezzature funzionali alla produzione agricola.

Base juridique:

a) L.P. 4 del 28 marzo 2003 «Sostegno dell'economia agricola, disciplina dell'agricoltura biologica e della contrassegnazione di prodotti geneticamente non modificati» articolo 30.

b) Delibera Giunta provinciale n. 2409 di data 9 ottobre 2009.

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: 1 000 000,00 EUR

Intensité maximale des aides: L'intensité maximale de l'aide est fixée à 40 % des dépenses jugées admissibles.

Date de la mise en œuvre: Le régime sera mis en œuvre à compter de la date de publication du numéro d'identification de la demande d'exemption sur le site de la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission.

Durée du régime d'aide ou de l'aide individuelle: À compter de la date susvisée et jusqu'en 2013.

Objectif de l'aide:

1. Favoriser la maîtrise des dépenses et l'utilisation rationnelle des biens et équipements nécessaires pour la production agricole.

Sont jugées admissibles:

a) les interventions destinées à rationaliser les coûts de production des entreprises des exploitants concernés au moyen d'investissements collectifs en faveur du développement et de l'amélioration qualitative de la mécanisation;

b) les interventions qui prévoient l'utilisation et le développement de technologies adaptées de défense phytosanitaires destinées à être employées dans le cadre des pratiques agricoles courantes de la gestion des cultures de l'exploitation;

c) les interventions qui comportent la rationalisation et le renforcement des activités agricoles à travers la revalorisation des structures ou des installations existantes ou par la réalisation de nouvelles constructions.

2. L'article de référence pour l'application du régime d'aide est l'article 4 du règlement d'exemption (CE) n° 1857/2006, en application du titre IV.A «Aide aux investissements dans les exploitations agricoles» des lignes directrices communautaires concernant les aides d'État dans le secteur agricole et forestier 2007-2013 (point 38).

Secteur(s) concerné(s): Secteur agricole

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Provincia Autonoma di Trento
Dipartimento Agricoltura e Alimentazione
Servizio Vigilanza e promozione delle attività agricole
Via G.B. Trener 3
38121 TRENTO TN
ITALIA

Adresse du site web:

Legge 28 marzo 2003, n. 4 (articolo 30)

http://www.consiglio.provincia.tn.it/banche_dati/codice_provinciale/clex_documento_camp.it.asp?pagetype=camp&app=clex&at_id=9870&type=testo&blank=N

delibera Giunta provinciale 1576 dd. 25 giugno 2009

<http://www.delibere.provincia.tn.it/scripts/gethtmlDeli.asp?Item=28&Type=HTML>

<http://www.delibere.provincia.tn.it/scripts/viewAllegatoDeli.asp?Item=28>

Autres informations: L'avis approuvé par la décision n° 1576 relatif à la précédente notification (réf. 3047 XA 194/09) a été annulé par la décision n° 2143 du 28 août 2009.

Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2010/C 2/07)

Numéro de référence de l'aide d'État	X 432/09	
État membre	Estonie	
Numéro de référence de l'État membre	—	
Nom de la région (NUTS)	Estonia Article 87(3)(a)	
Organe octroyant l'aide	Krediidi ja Ekspordi Garanteerimise Sihtasutuse KredEx Pärnu mnt 67b 10134 Tallinn EESTI/ESTONIA http://www.kredex.ee	
Titre de la mesure d'aide	Ettevõtjate laenukapitali kättesaadavuse parandamise täiendav tugiprogramm	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	1) „Perioodi 2007–2013 struktuuritoetuse seadus” (RTI, 22.12.2006, 59, 440) 2) Majandus- ja kommunikatsiooniministri 2.4.2009. a käskkirj nr 101 „Ettevõtjate laenukapitali kättesaadavuse parandamise täiendav tugiprogramm”	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	2.4.2009-31.12.2013	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Industrie manufacturière, commerce, réparation d'automobiles et de motocycles, transports et entreposage, hébergement et restauration, information et communication, activités financières et d'assurance	
Type de bénéficiaire	PME grande entreprise	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	1 000,00 EEK (millions)	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Prêt à taux réduit	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	Euroopa Reginaalarengufond (ERDF) – 600,00 EEK (miljonites)	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides régionales à l'investissement et à l'emploi (art. 13) Régime d'aide	50 %	20 %

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

http://www.strukturifondid.ee/public/kk_nr_101.pdf

Numéro de référence de l'aide d'État	X 433/09	
État membre	Slovaquie	
Numéro de référence de l'État membre	MF/14876/2009-832	
Nom de la région (NUTS)	Bratislavský región, Západné Slovensko, Stredné Slovensko, Východné Slovensko Article 87(3)(a) Régions non assistées	
Organe octroyant l'aide	Daňové riaditeľstvo SR Nová ulica 13 975 04 Banská Bystrica SLOVENSKO/SLOVAKIA http://www.drsrc.sk	
Titre de la mesure d'aide	Schéma štátnej pomoci poskytovanej formou odpustenia sankcie alebo povolenia úľavy zo sankcie podľa paragrafu 103 zákona SNR č. 511/1992 Zb. o správe daní a poplatkov a o zmenách v sústave územných finančných orgánov v znení neskorších predpisov – poskytovanie štátnej pomoci mikropodnikom, malým a stredným podnikom	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	— Ustanovenie paragrafu 103 ods. 1 písm. b), c) zákona č. 511/1992 o správe daní a poplatkov a o zmenách v sústave územných finančných orgánov v znení neskorších predpisov — Ustanovenie paragrafu 5 ods. 2 písm. b) zákona 231/1999 Z. z. o štátnej pomoci v znení neskorších predpisov	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	25.3.2009-31.12.2013	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	1,70 EUR (millions)	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Autres. Veuillez spécifier. Odpustenie sankcie alebo povolenie úľavy zo sankcie.	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	—	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides régionales à l'investissement et à l'emploi (art. 13) Régime d'aide	50 %	20 %

Aides à l'investissement et à l'emploi en faveur des PME (art.15)	50 %	—
---	------	---

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

http://www.drsl.sk/drsl/slovak/legislativa/statna_pomoc/schemamsp2009.pdf

Numéro de référence de l'aide d'État	X 434/09	
État membre	Espagne	
Numéro de référence de l'État membre	—	
Nom de la région (NUTS)	Galicia Article 87(3)(a)	
Organe octroyant l'aide	Instituto Gallego de Promoción Económica (Igape) Complejo Administrativo de San Lázaro, s/n 15703 Santiago de Compostela (A Coruña) ESPAÑA http://www.igape.es/index.php?lang=es	
Titre de la mesure d'aide	IG139: Apoyo financiero a los establecimientos de turismo, hostelería y comercio minorista en las comarcas de Ferrol, Eume y Ortegal.	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Resolución de 3 de marzo de 2009 (DOG nº 48, de 10 de marzo), por la que se modifican las bases reguladoras aprobadas por Resolución de 1 de octubre de 2007 (DOG nº 194, de 5 de octubre) de ayudas del Instituto Gallego de Promoción Económica para el apoyo financiero a los establecimientos turísticos, hostelería y comercio minorista en las comarcas de Ferrol, Eume y Ortegal, adaptándolas al Reglamento (CE) nº 800/2008, del 6 de agosto, general de exención por categorías, y se procede a la convocatoria	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	Modification XS 277/07	
Durée	11.3.2009-31.12.2013	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles, hébergement et restauration, activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	
Type de bénéficiaire	PME	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	0,14 EUR (millions)	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Bonification d'intérêts	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	—	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides à l'investissement et à l'emploi en faveur des PME (art.15)	12,97 %	—

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

<http://www.xunta.es/Doc/Dog2009.nsf/FichaContenido/E52A?OpenDocument>

Numéro de référence de l'aide d'État	X 435/09	
État membre	Slovénie	
Numéro de référence de l'État membre	SI	
Nom de la région (NUTS)	Slovenia Article 87(3)(a)	
Organe octroyant l'aide	Ministrstvo za okolje in prostor Dunajska cesta 48 SI-1000 Ljubljana SLOVENIJA http://www.mop.gov.si/	
Titre de la mesure d'aide	Spodbujanje učinkovite rabe energije in rabe obnovljivih virov energije – regionalna pomoč	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Pravilnik o spodbujanju učinkovite rabe energije in rabe obnovljivih virov energije (Ur.l.RS št. 89/08, 25/09)	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	3.4.2009-31.12.2013	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME grande entreprise	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	8,00 EUR (millions)	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	—	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides régionales à l'investissement et à l'emploi (art. 13) Régime d'aide	30 %	20 %

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

http://zakonodaja.gov.si/rpsi/r07/predpis_PRAV9247.html

Numéro de référence de l'aide d'État	X 436/09	
État membre	Slovénie	
Numéro de référence de l'État membre	SI	
Nom de la région (NUTS)	Slovenia Article 87(3)(a)	
Organe octroyant l'aide	Ministrstvo za okolje in prostor Dunajska cesta 48 SI-1000 Ljubljana SLOVENIJA http://www.mop.gov.si/	
Titre de la mesure d'aide	Spodbujanje učinkovite rabe energije in rabe obnovljivih virov energije – majhna in srednje velika podjetja	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Pravilnik o spodbujanju učinkovite rabe energije in rabe obnovljivih virov energije (Ur.l.RS št. 89/08, 25/09)	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	3.4.2009-31.12.2013	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	1,00 EUR (millions)	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	—	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides aux services de conseil en faveur des PME (art. 26)	50 %	—

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

http://zakonodaja.gov.si/rpsi/r07/predpis_PRAV9247.html

V

(Avis)

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE
CONCURRENCE

COMMISSION EUROPÉENNE

AIDE D'ÉTAT — ALLEMAGNE

Aide d'État C 32/09 (ex NN 50/09) Sparkasse KölnBonn

Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2010/C 2/08)

Par lettre du 4 novembre 2009 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à l'Allemagne sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant la mesure susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur les mesures à l'égard desquelles la Commission ouvre la procédure, dans un délai de deux semaines à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffé des aides d'État
Bureau: Joseph II 70, 03/225
1049 Bruxelles/Brussel
BELGIQUE/BELGIË
Fax +32 22961242

Ces observations seront communiquées à l'Allemagne. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

DESCRIPTION

La Sparkasse KölnBonn est une caisse d'épargne allemande [...] (*). À la fin de 2008, la Sparkasse KölnBonn était la deuxième banque d'épargne d'Allemagne avec un bilan de 31 milliards d'euros. La Sparkasse KölnBonn est notée «Aa2» par l'agence Moody's.

En décembre 2008 et janvier 2009, la Sparkasse KölnBonn a bénéficié d'une augmentation de capital d'un montant total de 650 millions d'euros:

1) grâce à l'émission de titres participatifs (*Genussrechte*) à la fin de 2008

et

2) grâce à une «participation tacite» (*stille Einlage*) au début de 2009.

(*) Information confidentielle.

Le coupon des titres participatifs s'élève à 8 %. D'un point de vue réglementaire, les titres participatifs sont des fonds propres de catégorie 2 (Tier-2). La rémunération prévue pour la participation tacite correspond au taux EURIBOR à 12 mois, majoré de 7,25 %. La participation tacite est reconnue comme étant du capital de base de catégorie 1.

Les autorités allemandes considèrent que les mesures en question ne constituent pas des aides d'État au sens de l'article 87 du traité CE étant donné que la rémunération est conforme au comportement sur le marché.

APPRÉCIATION

La Commission se demande si un investisseur opérant dans une économie de marché aurait injecté des capitaux dans la Sparkasse KölnBonn dans des conditions similaires au moment où les injections en cause ont été effectuées.

La Commission considère que, si la rémunération des deux instruments a correspondu aux intérêts payés pour des instruments comparables jusqu'au début de l'année 2008, le marché des instruments hybrides s'était complètement tari à la fin 2008 et au début 2009 et qu'aucun investisseur privé n'aurait donc investi dans de tels instruments à cette époque.

La Commission estime que l'aide pouvait être qualifiée d'aide à la restructuration.

À ce stade, la Commission n'est pas en mesure de décider s'il y a lieu d'appliquer l'article 87, paragraphe 3, point b), ou l'article 87, paragraphe 3, point c). Elle enquêtera sur les faits afin de déterminer la base juridique appropriée et se prononcera à un stade ultérieur de la procédure.

Les autorités allemandes se doivent donc de présenter un plan de restructuration crédible et motivé pour la banque.

TEXTE DE LA LETTRE

«Die Kommission teilt Deutschland mit, dass sie nach Prüfung der zur obengenannten Maßnahme übermittelten Informationen entschieden hat, das Verfahren nach Artikel 88 Absatz 2 EG-Vertrag zu eröffnen.

1. VERFAHREN

- (1) Mit Schreiben vom 29. Dezember 2008 unterrichtete der Bundesverband deutscher Banken (BdB) die Kommission von zwei Rekapitalisierungsmaßnahmen zugunsten der Sparkasse KölnBonn.
- (2) Mit Schreiben vom 24. August 2009 informierte der BdB die Kommission darüber, dass seiner Meinung nach kein Grund für eine weitere Verfolgung der Angelegenheit gegeben sei.
- (3) Zwischen Februar und Oktober 2009 fanden mehrere Informationsaustausche statt. Am 8. Juli 2009 und am 15. Oktober 2009 kamen Vertreter der Kommission, Deutschlands und der Sparkasse KölnBonn zu Besprechungen zusammen.
- (4) Bei der Besprechung vom 8. Juli 2009 erbot sich die Bank, bis Ende August [...] (*) vorzulegen.
- (5) Deutschland hat die Maßnahmen am 21. Oktober 2009 notifiziert.

(*) Vertrauliche Informationen.

2. HINTERGRUND UND BEGÜNSTIGTE

2.1 Die Begünstigte

- (6) Bei der Sparkasse KölnBonn handelt es sich um eine deutsche Sparkasse [...]. Träger der Sparkasse KölnBonn ist der Zweckverband Sparkasse KölnBonn (Zweckverband). Der Zweckverband ist eine Körperschaft öffentlichen Rechts, an dem die Stadt Köln zu 70 % und die Stadt Bonn zu 30 % beteiligt sind.
- (7) Ende 2008 war die Sparkasse KölnBonn mit einer Bilanzsumme von 31 Mrd. EUR die zweitgrößte Sparkasse Deutschlands. Das Moody's-Rating der Sparkasse KölnBonn lautet Aa2.
- (8) Die Sparkasse KölnBonn erbringt Bankdienstleistungen für Privatkunden und Firmenkunden. Außerdem ist die Bank — mit regionaler Ausrichtung — in der Projektfinanzierung, im Kapitalmarktgeschäft sowie in anderen Bereichen des Finanzsektors wie der Vermögensverwaltung tätig.

2.2 Ereignisse im Vorfeld der Maßnahmen

- (9) In der Konzernbilanz von 2007 wurde ein Fehlbetrag von 169,8 Mio. EUR mit Gewinnrücklagen verrechnet, und 2008 war die Lage weiterhin schwierig. In einem Bericht [...] wird insbesondere auf die angespannte Lage angesichts der Investitionsergebnisse und auf die hohen Risiken des in Verzug geratenen Projekts ‚Rheinparkmetropole‘ (Entwicklung des alten Messegeländes zu einer Büroimmobilie) und der 25 %igen Beteiligung an der Immobiliengesellschaft Corpus Sireo verwiesen. Außerdem machte u. a. die 100 %ige Beteiligung an der Magic Media Company TV Produktionsgesellschaft mbH im Jahr 2008 Risikorückstellungen von [100—300] Mio. EUR erforderlich.
- (10) Aus den der Kommission übermittelten Informationen geht hervor, dass die Tier-1-Kapitalquote (Kernkapitalquote) und die Solvabilitätskennziffer der Sparkasse KölnBonn im Zeitraum 2005 bis 2007 stetig zurückgegangen sind.

Konzern Sparkasse KölnBonn — Entwicklung der Kapitalquoten			
	2005	2006	2007
Tier-1-Kapitalquote (Kernkapitalquote)	5,5 %	5,4 %	5,0 %
Solvabilitätskennziffer	9,8 %	9,6 %	9,0 %

- (11) Dem [...] Bericht zufolge sind [...] Verluste der Bank hauptsächlich auf Investitionsentscheidungen zurückzuführen, die offenbar unmittelbar durch die Interessen der Stadt Köln (Weiterentwicklung und Förderung Kölns als Medienstadt) beeinflusst werden und mit diesen verknüpft sind. Das Anliegen, die Stadt Köln als Metropole von Film- und Fernsehstudios zu etablieren, spiegelt sich in der 100 %igen Beteiligung an der Magic Media Company

TV Produktionsgesellschaft mbH wider. Diese Tochtergesellschaft verzeichnet seit 2005 erhebliche Verluste, die in das Gesamtergebnis der Bank eingeflossen sind.

3. DIE UNTERSTÜTZUNGSMASSNAHMEN

- (12) Die Kapitalausstattung der Sparkasse KölnBonn wurde mit insgesamt 650 Mio. EUR gestärkt, und zwar
1. durch die Emission von Genussrechten Ende 2008 und
 2. durch eine Stille Einlage ⁽¹⁾ Anfang 2009.

3.1 Genussrechte

- (13) Im Dezember 2008 zeichnete die Rheinische Sparkassen-Förderungsgesellschaft (nachstehend „Förderungsgesellschaft“) Namens-Genussrechte an der Sparkasse KölnBonn in Höhe von insgesamt 300 Mio. EUR (in zwei Tranchen à 150 Mio. EUR).
- (14) Die Förderungsgesellschaft ist eine 100 %ige Tochtergesellschaft des Rheinischen Sparkassen- und Giroverbands (RSGV). RSGV ist der Dachverband der im Rheinland ansässigen Sparkassen, der die Sparkassen und somit letztlich die öffentlich-rechtlichen Körperschaften repräsentiert, die Eigentümer der Sparkassen sind. Der Geschäftszweck der Förderungsgesellschaft besteht laut ihren Statuten in der Förderung der Sparkassen des RSGV. Sie darf das Kapital der Sparkassen ausschließlich zur Förderung der Kreditvergabe betätigt werden sowie Kredite aufnehmen.
- (15) Die Genussrechte sind mit einem Kupon von 8 % ausgestattet. Sie haben eine Laufzeit bis zum 31. Dezember 2013. Bankenaufsichtsrechtlich handelt es sich bei den Genussrechten um Tier-2-Kapital (Ergänzungskapital).
- (16) Die Genussrechte nehmen am Jahresfehlbetrag entsprechend dem Verhältnis von Genussrechtskapital zu dem sonstigen am Verlust teilnehmenden Eigenkapital teil und sind mit einem [...] Nachzahlungsrecht verbunden, d. h., ausgefallene Zahlungen auf die Genussrechte müssen bis zu [2—6] Jahre nach ihrem Ablauf nachgeholt werden. Gleiches gilt für Zahlungen zur Auffüllung eines ggf. aufgrund einer Verlustteilnahme geminderten Nennbetrages der Genussrechte.
- (17) Zur Finanzierung der Genussrechte hat die Förderungsgesellschaft zwei Darlehen bei der [...] aufgenommen. Diese Darlehen werden über die Laufzeit der Genussrechte mit [4—5] % pro Jahr fest verzinst. Der RSGV bürgt für die Darlehen gegenüber der [...]. Dafür wird er von der Förderungsgesellschaft eine Garantievergütung von [1,8—2,5] % erhalten.

3.2 Stille Einlage

- (18) Am 2. Januar 2009 vereinbarten die Sparkasse KölnBonn und der Zweckverband eine Stille Einlage, indem sie einen Vertrag über eine Stille Gesellschaft in Höhe von 350 Mio. EUR unterzeichneten, wobei die erste Tranche von

300 Mio. EUR am 2. Januar 2009 und die zweite Tranche von 50 Mio. EUR am 1. April 2009 ausgezahlt wurde. Die Stille Einlage wird bei der Sparkasse KölnBonn als Tier-1-Kapital (Kernkapital) verbucht. Die Stille Einlage wird vom Zweckverband gehalten.

- (19) Zur Finanzierung der Stillen Einlage hat der Zweckverband ein Darlehen von 300 Mio. EUR aufgenommen. Dieses Darlehen wird zu je 50 % durch die [...] und die [...] zur Verfügung gestellt. Der Zweckverband zahlt für dieses Darlehen eine Vergütung von [0,7—1,1] % über 12-Monats-EURIBOR. Für das Darlehen des Zweckverbandes wurden keine besonderen Bürgschaften der Stadt Köln oder der Stadt Bonn gewährt. Es besteht allerdings gemäß der Zweckverbandssatzung eine unbeschränkte satzungsmäßige Haftung der beiden Städte für die Verbindlichkeiten des Zweckverbandes.
- (20) Die Vergütung für die Stille Einlage liegt bei 7,25 % über 12-Monats-EURIBOR. Diese Vergütungshöhe wurde nach der Einholung einer Fairness Opinion der Deutschen Bank festgesetzt. Die Vergütungszahlungen sind an den Bilanzgewinn geknüpft und unterbleiben somit, wenn die Sparkasse KölnBonn keinen Bilanzgewinn ausweist. Eine Zahlung ist in jedem Fall ausgeschlossen, wenn zum Zeitpunkt, zu dem der Anspruch fällig wäre, die Eigenkapitalquote unter 9 % liegt und soweit die Zahlung zu einem Jahresfehlbetrag in dem betreffenden Geschäftsjahr führen oder diesen erhöhen würde. Im Falle einer Nichtbedienung der Stillen Einlage besteht keine Pflicht zur späteren Nachzahlung der entsprechenden Beträge. Die Stille Einlage nimmt außerdem proportional zum gesamten am Verlust teilnehmenden Kapital an einem Bilanzverlust teil.

4. DER STANDPUNKT DEUTSCHLANDS

- (21) Deutschland zufolge zielt die Rekapitalisierung darauf ab, die Sparkasse KölnBonn in die Lage zu versetzen, die sich bietenden Geschäftsmöglichkeiten besser zu nutzen und insbesondere angesichts der Kreditklemme die Kreditvergabe an den Mittelstand in der Region auszuweiten.
- (22) Deutschland betont, dass die Sparkasse KölnBonn zu keinem Zeitpunkt Schwierigkeiten hatte, die Mindesteigenkapitalquoten zu erfüllen. Dies wäre auch ohne die Rekapitalisierungsmaßnahmen noch Ende 2008 der Fall gewesen. Die Solvabilitätskennziffer habe zum 31. Dezember 2008 unter Berücksichtigung der Rekapitalisierung durch die Genussrechte bei 11,86 % gelegen (Konzern: 10,81 %). Ohne Rekapitalisierung hätte die Quote 10,37 % (Konzern: 9,31 %) betragen, so dass die Kapitalanforderungen ebenfalls erfüllt worden wären.
- (23) Nach Auffassung Deutschlands muss zur Beurteilung der Maßnahmen anhand des Privatinvestortests untersucht werden, ob ein privater Kapitalgeber in einer vergleichbaren Situation die Kapitalzufuhren gewährt hätte. Dies hätte ein privater Kapitalgeber der Schlussfolgerung Deutschlands zufolge getan, wenn die Transaktion kommerziell vorteilhaft und marktgerecht gewesen wäre.

⁽¹⁾ Der Investor erhält eine Vergütung, hat aber keine Stimmrechte.

- (24) Deutschland verweist auf eine am 3. Dezember 2008 von der Deutschen Bank abgegebene Fairness Opinion. Darin stellt die Deutsche Bank fest, dass ein privater Kapitalgeber für eine Stille Einlage zugunsten der Sparkasse KölnBonn im derzeitigen Marktumfeld einen Spread von 725 bis 875 Basispunkten über 12-Monats-EURIBOR verlangt hätte. Daher kommt Deutschland zu dem Schluss, dass die Vergütung für die Stille Einlage mit 7,25 % über 12-Monats-EURIBOR marktgerecht ist.
- (25) Nach Angaben Deutschlands wurde das Genussrechtskapital — in Übereinstimmung mit banküblichen Refinanzierungstransaktionen — ausgegeben, um regelmäßig auslaufende Eigenkapitalinstrumente zu ersetzen. Da die Genussrechte mit einem geringeren Risiko verbunden seien als die Stille Einlage, sei eine niedrigere Vergütung gerechtfertigt. Außerdem vertritt Deutschland die Ansicht, eine Pricing Opinion vom 17. Dezember 2008, die sich mit der Fairness Opinion der Deutschen Bank vom 3. Dezember 2008 decke, bestätige die Marktkonformität der Vergütungshöhe.
- (26) Deutschland betont, dass die Sparkasse KölnBonn aufgrund ihres Geschäftsmodells als Retailbank keine Liquiditätsprobleme gehabt habe oder haben werde. In diesem Zusammenhang verweist Deutschland darauf, dass die Sparkasse KölnBonn im Oktober 2008 zusätzliche Kundeneinlagen in Höhe von 800 Mio. EUR erhalten hat, welche die Bank teilweise in Hybridkapital hätte umwandeln können, und dass die Bank somit auch andere Möglichkeiten zur Rekapitalisierung und Verbesserung ihrer Solvabilitätskennziffer gehabt hätte. Dies belege — in Ver-

bindung mit der als marktgerecht anzusehenden Vergütung —, dass die Genussrechte marktgerecht seien.

- (27) Außerdem weist Deutschland darauf hin, dass die grundlegende Entscheidung zur Vornahme der Stillen Einlage bereits im April 2008 und somit vor der Finanzmarktkrise getroffen worden sei.
- (28) Schließlich vertritt Deutschland die Auffassung, dass ein privater Kapitalgeber in der Lage der Städte Köln und Bonn ein Interesse gehabt hätte, die Sparkasse KölnBonn und damit das bereits investierte Kapital zu erhalten, und somit auch einen Grund, die Bank im Interesse der Rentabilität zu rekapitalisieren.
- (29) Angesichts dieser Umstände ist Deutschland der Auffassung, dass die Maßnahmen keine staatliche Beihilfe im Sinne von Artikel 87 EG-Vertrag darstellen.

5. BEIHILFERECHTLICHE WÜRDIGUNG

5.1 Vorliegen einer Beihilfe

- (30) Die Kommission vertritt die Auffassung, dass die Rekapitalisierungsmaßnahmen zielgerichtet ausgestaltet und zudem erforderlich waren, um die Solvabilitätskennziffern der Sparkasse KölnBonn über dem erforderlichen Minimum zu halten. Wie aus der folgenden Tabelle hervorgeht, [...].

Konzern Sparkasse KölnBonn — Entwicklung der Kapitalquoten

		2008	2009		
		Dezember	Januar	Februar	März
Tier-1-Kapitalquote (Kernkapitalquote)	Mit Rekapitalisierungsmaßnahmen	5,4 %	[5,5—6] %	[5,3—6] %	[5,1—6] %
Solvabilitätskennziffer		10,8 %	[11—12] %	[10,5—11] %	[10—11] %
Tier-1-Kapitalquote (Kernkapitalquote)	Ohne Intervention	5,4 %	[4—4,6] %	[4—4,5] %	[< 4] %
Solvabilitätskennziffer		[9—9,7] %	[8—8,5] %	[< 8] %	[< 8] %

- (31) Die beiden Maßnahmen belaufen sich auf rund [2—4] % der risikogewichteten Aktiva der Sparkasse KölnBonn.
- (32) Ferner sind dem [...] Bericht weitere Hinweise auf die [...] Schwierigkeiten der Sparkasse KölnBonn zu entnehmen. So geht aus dem Bericht insbesondere Folgendes hervor:
- a) Seit [...] verzeichnet die Sparkasse KölnBonn operative Verluste und konnte nur noch [...].
- b) Die Sparkasse KölnBonn musste ihr Kapital bereits vor Ende 2008 durch Aufnahme von Genussrechtskapital erhöhen, da es ihr nicht möglich war, ihre Eigenkapitalbasis durch erzielte Gewinne zu stärken und [...].

c) Umfassende Umstrukturierungsmaßnahmen und eine Kapitalerhöhung erschienen notwendig, um sicherzustellen, dass die Sparkasse KölnBonn ihre Geschäftstätigkeit in tragfähiger Weise fortführen kann [...].

- (33) Daraus schließt die Kommission, dass die Sparkasse KölnBonn eine [...] Bank war.
- (34) Gemäß Artikel 87 Absatz 1 EG-Vertrag sind staatliche oder aus staatlichen Mitteln gewährte Beihilfen gleich welcher Art, die durch die Begünstigung bestimmter Unternehmen oder Produktionszweige den Wettbewerb verfälschen oder zu verfälschen drohen, mit dem Gemeinsamen Markt unvereinbar, soweit sie den Handel zwischen Mitgliedstaaten beeinträchtigen.

- (35) [...] Die Kommission stellt fest, dass Deutschland hingegen bestreitet, dass die Maßnahmen der Bank einen Vorteil verschaffen, da ein marktwirtschaftlich handelnder Kapitalgeber in derselben Situation nach Ansicht Deutschlands in derselben Weise gehandelt hätte; Deutschland betrachtet die Maßnahmen daher als marktgerecht.
- (36) Zum jetzigen Stadium stimmt die Kommission nicht mit der Argumentation Deutschlands überein, dass die Maßnahmen keine staatliche Beihilfe bildeten, da die Bedingungen für beide Instrumente so beschaffen gewesen seien, dass ein marktwirtschaftlich handelnder Kapitalgeber sie akzeptiert hätte.
- (37) Wenn Verwaltungseinrichtungen des öffentlichen Sektors einem bestimmten Unternehmen Kapital zuführen, prüft die Kommission, ob das Verhalten des Staates bei der Tötung der fraglichen Investitionen mit dem Kriterium des marktwirtschaftlich handelnden Kapitalgebers im Einklang stand. Ist dies nicht der Fall, hat der Staat einen Vorteil gewährt, der dem Unternehmen unter normalen Marktbedingungen nicht gewährt worden wäre.
- (38) Selbst wenn die Vergütung für beide Instrumente bis Anfang 2008 den für vergleichbare Instrumente gezahlten Zinsen entspricht, ist sie im vorliegenden Fall angesichts des hohen Risikos durch die [...] Rentabilität der Bank zu niedrig. Zudem war der Markt für Hybridkapital zum Zeitpunkt der Durchführung der Rekapitalisierung, d.h. Ende 2008/Anfang 2009, völlig ‚ausgetrocknet‘⁽¹⁾. Die Kommission hat daher Zweifel, dass ein marktwirtschaftlich handelnder Kapitalgeber oder Eigentümer eine derartige Investition zum damaligen Zeitpunkt — selbst zu einem höheren Preis — getätigt hätte; dies gilt insbesondere deshalb, weil die Kuponzahlungen auf diese Instrumente von Verlusten beeinflusst würden, die Bank in den zurückliegenden [...] Jahren operationelle Verluste gemacht hatte und die Finanzkrise erst begann.
- (39) Ab Mitte 2008 wurde die Lage auf dem Markt für hybride Tier-1- (Kernkapital-) oder Tier-2- (Ergänzungskapital-)Instrumente angespannter. Nach der Insolvenz des Bankhauses Lehman im September 2008 gab es nahezu keinen Markt mehr für derartige Instrumente. Dies wurde durch eine von Deutschland übermittelte Auflistung aller Hybridkapitalemissionen seit Oktober 2008 bestätigt, die ausschließlich vom Staat oder innerhalb des eigenen Konzerns erworbene Emissionen umfasste. Daher kann die Würdigung nicht auf die Frage der Preisgestaltung beschränkt werden, sondern muss auch der Wahl des Instruments Rechnung tragen.
- (40) In einem an die Sparkasse KölnBonn gerichteten Schreiben vom 18. Dezember 2008 nimmt der RSGV Bezug auf die Leitlinien für die Kapitalgewährung an Sparkassen und stellt fest, dass nur denjenigen Sparkassen Kapital zugeführt werden sollte, die aufgrund ihrer finanziellen Situation innerhalb eines absehbaren Zeitraums, in der Regel 10 Jahre, in der Lage sind, die Genussrechte zurückzuzahlen. In Bezug auf die Sparkasse KölnBonn stellt der RSGV fest, dass eine derartige Rückzahlung stark von der Erzielung der prognostizierten Ergebnisse in den Jahren 2009—2013 abhängt [...]. Vor diesem Hintergrund erscheint die Entscheidung des RSGV, die Bank zu rekapitalisieren, eher eine politisch motivierte Rettungsentscheidung als die Initiative eines marktwirtschaftlich handelnden Kapitalgebers zu sein.
- (41) Schließlich erscheint auch das Argument Deutschlands, dass die öffentlichen Eigentümer sich bereits im April 2008 politisch dazu verpflichtet hätten, die Sparkasse KölnBonn zu rekapitalisieren, und es damals einen Markt für derartige Instrumente gegeben habe, nicht überzeugend. Deutschland hat keinen Nachweis für eine im April 2008 erfolgte rechtsverbindliche Verpflichtung der Eigentümer vorgelegt. Ferner hätte ein marktwirtschaftlich handelnder Kapitalgeber, der bereits im Frühjahr 2008 derartige Verpflichtungen eingegangen wäre, sich für den Fall erheblicher Änderungen der allgemeinen Rahmenbedingungen ein Rücktrittsrecht ausbedungen. Dies wird durch die Tatsache gestützt, dass die Vergütung des Instruments auf der Grundlage einer Fairness Opinion der Deutschen Bank festgesetzt wurde, welche erst im Oktober 2008 mit der Erstellung betraut wurde und ihre Stellungnahme am 3. Dezember 2008 abgab. Ein marktwirtschaftlich handelnder Kapitalgeber würde sich nicht zu einer derart umfangreichen Investition verpflichten, ohne die der Transaktion zugrunde liegenden genauen Bedingungen zu kennen.
- (42) Die rechtliche Verpflichtung zur Zeichnung der Genussrechte wurde erst nach dem 18. Dezember 2008 begründet, da der RSGV in seinem Schreiben vom 18. Dezember feststellte, dass er den Antrag der Sparkasse KölnBonn auf Rekapitalisierung zurzeit prüfe.
- (43) Angesichts der Rahmenbedingungen und insbesondere des Marktumfelds hat die Kommission in diesem Stadium Zweifel, dass ein marktwirtschaftlich handelnder Kapitalgeber die Investition zu entsprechenden Bedingungen getätigt hätte. Daher scheinen die Maßnahmen der Sparkasse KölnBonn einen Vorteil zu verschaffen.
- (44) Da die Sparkasse KölnBonn im Finanzsektor tätig ist, in dem ein starker internationaler Wettbewerb herrscht, könnte ein der Bank aus staatlichen Mitteln gewährter etwaiger Vorteil den Handel zwischen Mitgliedstaaten beeinträchtigen und den Wettbewerb verfälschen.
- (45) Durch die Unterstützungsmaßnahmen kann die Sparkasse KölnBonn sich zu einer Zeit Finanzmittel beschaffen, zu der sie auf dem Markt — vor allem angesichts der damaligen Finanz- und Wirtschaftskrise — aller Wahrscheinlichkeit nach keine entsprechenden Mittel hätte aufnehmen können. Dies scheint der Sparkasse KölnBonn einen wirtschaftlichen Vorteil zu verschaffen, der ihre Position gegenüber der ihrer Wettbewerber in Deutschland und anderen

⁽¹⁾ Mit Ausnahme von konzerninternen Emissionen sowie von Fällen, in denen der Staat die Instrumente erwarb.

Mitgliedstaaten, die keine öffentliche Unterstützung erhalten, stärkt. Daher ist davon auszugehen, dass die Maßnahme den Wettbewerb verfälscht und den Handel zwischen Mitgliedstaaten beeinträchtigt. Der Vorteil wird aus staatlichen Mitteln gewährt und ist selektiv, da er nur einer Bank zugute kommt.

- (46) Angesichts des Vorstehenden betrachtet die Kommission die beiden Maßnahmen im jetzigen Stadium als staatliche Beihilfen. Da die Maßnahmen ohne Genehmigung der Kommission durchgeführt wurden, handelt es sich um rechtswidrige staatliche Beihilfen.
- (47) Auf der Grundlage der derzeit verfügbaren Informationen beläuft sich die Höhe der Beihilfen, die die notleidende Bank im Rahmen der beiden Kapitalzuführungen erhalten hat, auf deren Nennwert in Höhe von 650 Mio. EUR.

5.2 Vereinbarkeit der Beihilfe mit dem Gemeinsamen Markt

- (48) In Anbetracht der vorstehenden Erwägungen muss die Kommission eingehend prüfen, ob die Beihilfe mit dem Gemeinsamen Markt vereinbar ist.
- (49) Angesichts der [...] Rentabilität der Sparkasse KölnBonn in den vergangenen Jahren sowie ihrer Geschäftspraktiken hat die Kommission Zweifel daran, ob die durch die Beihilfemaßnahmen finanzierte rein finanzielle Umstrukturierung ausreichen wird, um die langfristige Rentabilität der Bank wiederherzustellen.
- (50) Angesichts der Tatsache, dass die Sparkasse KölnBonn zum Zeitpunkt der Beihilfegewährung [...] war, könnte die Beihilfe als Umstrukturierungsbeihilfe einzustufen sein. Die vorliegenden Informationen lassen jedoch darauf schließen, dass eine angemessene Lastenverteilung in keiner Weise gewährleistet ist und dass die Wettbewerbsverzerrungen nicht gemäß den Beihilfavorschriften beschränkt sind. Daher hat die Kommission Zweifel daran, ob die Maßnahmen als Umstrukturierungsbeihilfe mit dem Gemeinsamen Markt vereinbar sind.
- (51) Aus derzeitiger Sicht und aus einer historischen Betrachtungsweise, d. h. da die Schwierigkeiten der Sparkasse KölnBonn nicht unmittelbar durch die Finanzkrise, sondern durch vorherige Entscheidungen verursacht wurden, deren Folgen dann durch die Krise verschärft wurden, fallen die Rekapitalisierungsmaßnahmen nicht zwangsläufig unter Artikel 87 Absatz 3 Buchstabe b EG-Vertrag, sondern möglicherweise unter Artikel 87 Absatz 3 Buchstabe c EG-Vertrag. Die Kommission wird zwecks Entscheidung über die anwendbare Rechtsgrundlage eine eingehende Prüfung der Fakten vornehmen und die Entscheidung daher zu einem späteren Zeitpunkt treffen.
- (52) Bislang hat Deutschland keinen Umstrukturierungsplan vorgelegt.
- (53) Die Kommission ersucht Deutschland, einen schlüssigen und fundierten Umstrukturierungsplan für die Bank vorzulegen. Im Rahmen einer nachhaltigen Lösung für die

Sparkasse KölnBonn muss das Problem an seiner Wurzel angegangen werden. Eine nachhaltige Lösung kann jedoch nur gefunden werden, wenn die Ursachen der Schwierigkeiten der Bank genau ermittelt werden. Daher sollte der Umstrukturierungsplan eine eingehende Analyse der Schwierigkeiten der Bank umfassen.

- (54) Die Kommission stellt fest, dass die Sparkasse KölnBonn gemäß dem [...] Bericht seit [...] kaum noch Jahresüberschüsse erzielen konnte ⁽¹⁾. Nach Ansicht der Kommission hat der Umstand, dass die Eigentümer der Sparkasse KölnBonn die [...] Rentabilität lange hinnahmen, möglicherweise dazu beigetragen, dass Ende 2008/Anfang 2009 eine Rekapitalisierung erforderlich geworden ist.
- (55) Der Unterstützungsbedarf der Sparkasse KölnBonn ist offenbar auf mehrere Faktoren zurückzuführen, insbesondere auf ernsthafte Mängel bei der Verwaltung der gehaltenen Beteiligungen und unvorsichtige Investitionsentscheidungen, die anscheinend nicht nur auf wirtschaftlichen Erwägungen beruhen und mutmaßlich daraus resultieren, dass die Interessen der Eigentümer in ihrer Funktion als öffentlich-rechtliche Körperschaft und als Eigentümer der Bank nicht in angemessener Art und Weise getrennt wurden. Gemäß einer vorläufigen Beurteilung wurde die Bank möglicherweise durch Investitionsentscheidungen ihrer Eigentümer beeinträchtigt, die Interessen dienen sollten, welche von den rein wirtschaftlichen Interessen der Bank losgelöst waren. Nach Auffassung der Kommission muss im Rahmen des jeweiligen Lösungsansatzes ermittelt werden, wie die bisweilen divergierenden Interessen besser getrennt werden können. Es muss sichergestellt werden, dass die bisherigen Probleme sich nicht wiederholen. Daher sollte eine nachhaltige Lösung für die Sparkasse KölnBonn die Frage der Unternehmensführung umfassen.
- (56) Deutschland wird ersucht, einen Umstrukturierungsplan vorzulegen, der auf einem kohärenten Konzept beruht und aufzeigt, wie die Bank ohne staatliche Unterstützung langfristig rentabel werden kann. Der Umstrukturierungsplan sollte insbesondere alle in Abschnitt 2 und Anhang 1 der Umstrukturierungsmittelteilung ⁽²⁾ aufgeführten Informationen enthalten. Außerdem müssen bei einer Umstrukturierungsbeihilfe soweit möglich die Lasten angemessen verteilt werden sowie Begleitmaßnahmen getroffen werden, um die Wettbewerbsverzerrungen, durch die die Struktur und das Funktionieren des relevanten Marktes langfristig grundlegend beeinträchtigt würden, so gering wie möglich zu halten. Deutschland wird ersucht mitzuteilen, mit welchen Maßnahmen es diesen Anliegen Rechnung zu tragen gedenkt.

5.3 Schlussfolgerung

- (57) In Anbetracht der vorstehenden Erwägungen kommt die Kommission zu dem vorläufigen Schluss, dass die oben genannten Maßnahmen Deutschlands eine staatliche Beihilfe darstellen. Die Kommission hat Zweifel daran, ob diese Beihilfe nach Artikel 87 Absatz 3 für mit dem Gemeinsamen Markt vereinbar erklärt werden kann.

⁽¹⁾ Ohne Auflösung von Vorsorgereserven.

⁽²⁾ ABl. C 195 vom 19.8.2009, S. 9.

6. ENTSCHEIDUNG

Auf der Grundlage der oben dargelegten Erwägungen wird das Verfahren nach Artikel 88 Absatz 2 EG-Vertrag eröffnet. Die Kommission fordert Deutschland auf, ihr zusätzlich zu den bereits gesandten Unterlagen alle zur Beurteilung der Vereinbarkeit der Beihilfe sachdienlichen Unterlagen, Angaben und Daten zu übermitteln.

Deutschland wird ersucht, dem potenziellen Beihilfeempfänger unverzüglich eine Kopie dieses Schreibens zuzuleiten.

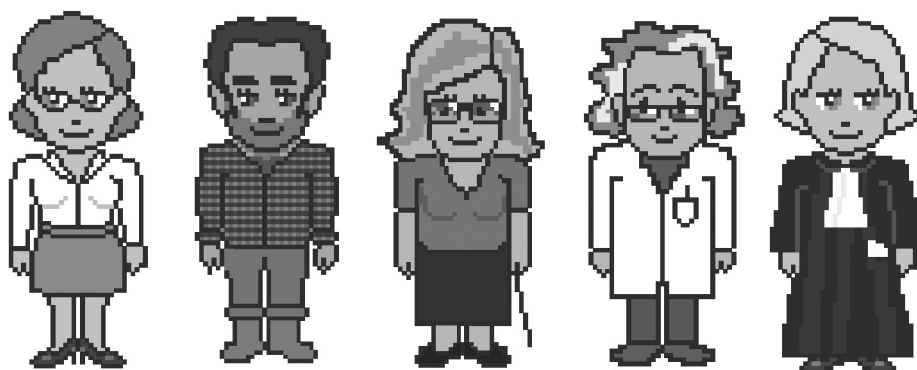
Die Kommission erinnert Deutschland an die Sperrwirkung des Artikels 88 Absatz 3 EG-Vertrag und verweist auf Artikel 14 der Verordnung (EG) Nr. 659/1999 des Rates, wonach alle

rechtswidrigen Beihilfen vom Empfänger zurückgefordert werden können.

Die Kommission weist Deutschland darauf hin, dass sie die Beteiligten durch die Veröffentlichung des vorliegenden Schreibens und einer Zusammenfassung im *Amtsblatt der Europäischen Union* über die Beihilfesache unterrichten wird. Außerdem wird sie die Beteiligten in den EFTA-Staaten, die das EWR-Abkommen unterzeichnet haben, durch die Veröffentlichung einer Bekanntmachung in der EWR-Beilage zum *Amtsblatt der Europäischen Union* und die EFTA-Überwachungsbehörde durch Übermittlung einer Kopie dieses Schreibens von dem Vorgang in Kenntnis setzen. Alle Beteiligten werden aufgefordert, ihre Stellungnahme innerhalb von zwei Wochen nach dem Datum dieser Veröffentlichung abzugeben.»

EU Book shop

Toutes les publications de l'UE
dont vous avez besoin!



bookshop.europa.eu

Prix d'abonnement 2010 (hors TVA, frais de port pour expédition normale inclus)

Journal officiel de l'UE, séries L + C, édition papier uniquement	22 langues officielles de l'UE	1 100 EUR par an
Journal officiel de l'UE, séries L + C, papier + CD-ROM annuel	22 langues officielles de l'UE	1 200 EUR par an
Journal officiel de l'UE, série L, édition papier uniquement	22 langues officielles de l'UE	770 EUR par an
Journal officiel de l'UE, séries L + C, CD-ROM mensuel (cumulatif)	22 langues officielles de l'UE	400 EUR par an
Supplément au Journal officiel (série S — Marchés publics et adjudications), CD-ROM, 2 éditions par semaine	Multilingue: 23 langues officielles de l'UE	300 EUR par an
Journal officiel de l'UE, série C — Concours	Langues selon concours	50 EUR par an

L'abonnement au *Journal officiel de l'Union européenne*, qui paraît dans les langues officielles de l'Union européenne, est disponible dans 22 versions linguistiques. Il comprend les séries L (Législation) et C (Communications et informations).

Chaque version linguistique fait l'objet d'un abonnement séparé.

Conformément au règlement (CE) n° 920/2005 du Conseil, publié au Journal officiel L 156 du 18 juin 2005, stipulant que les institutions de l'Union européenne ne sont temporairement pas liées par l'obligation de rédiger tous les actes en irlandais et de les publier dans cette langue, les Journaux officiels publiés en langue irlandaise sont commercialisés à part.

L'abonnement au Supplément au Journal officiel (série S — Marchés publics et adjudications) regroupe la totalité des 23 versions linguistiques officielles en un CD-ROM multilingue unique.

Sur simple demande, l'abonnement au *Journal officiel de l'Union européenne* donne droit à la réception des diverses annexes du Journal officiel. Les abonnés sont avertis de la parution des annexes grâce à un «Avis au lecteur» inséré dans le *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le format CD-ROM sera remplacé par le format DVD dans le courant de l'année 2010.

Ventes et abonnements

Les abonnements aux diverses publications payantes, comme l'abonnement au *Journal officiel de l'Union européenne*, sont disponibles auprès de nos bureaux de vente. La liste des bureaux de vente est disponible à l'adresse suivante:

http://publications.europa.eu/others/agents/index_fr.htm

EUR-Lex (<http://eur-lex.europa.eu>) offre un accès direct et gratuit au droit de l'Union européenne. Ce site permet de consulter le *Journal officiel de l'Union européenne* et inclut également les traités, la législation, la jurisprudence et les actes préparatoires de la législation.

Pour en savoir plus sur l'Union européenne, consultez: <http://europa.eu>

